

ARRETE MUNICIPAL N° 0224/2022

Portant permission de voirie et réglementation temporaire de la circulation et du stationnement rue du Gaz

Le Maire de la Ville d'Ambilly,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

VU le Code de la Route, notamment les articles R 411-8 et R 411-25

VU la demande de M. Xavier DESCOMBES représentant l'entreprise GUY CHATEL demeurant 466 Route des contaminés – 74130 AYSE, pour des travaux de réfection de branchement BT

CONSIDERANT que les travaux de réfection de branchement BT nécessitent de régler temporairement la circulation et le stationnement sur la rue **du Gaz** pendant la durée des travaux.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le 19 octobre 2022, l'entreprise GUY CHATEL est autorisée à utiliser le domaine public pour l'exécution des travaux précédemment désignés. La circulation sera maintenue dans les 2 sens sur la **rue du Gaz**.

ARTICLE 2 : Le 19 octobre 2022, la chaussée sera réduite sur la **rue du Gaz**, La circulation sera régulée par un alternat manuel. Le libre passage ou l'arrêt seront indiqués par des agents munis d'un piquet K10. La vitesse sera limitée à 30km/h à l'approche de la section concernée par les travaux. Des panneaux B14 (x2), KC1 « circulation alternée » (x2) et AK5 (x2) seront mis en place dans chaque sens de circulation à l'approche des travaux et des chevrons de type K8 (x2) ainsi que des balises type K5c ou K16 seront utilisés pour délimiter la position du chantier.

La circulation sera rétablie avant 9h et après 15H30.

ARTICLE 3 : Le 19 octobre 2022, le stationnement sera interdit près de la zone des travaux. Tout véhicule gênant pourra être mis en fourrière aux frais de son propriétaire. Des panneaux B6d seront mis en place par les entreprises.

ARTICLE 4 : Durant cette période, la circulation des piétons au niveau de la zone de travaux sera déviée sur le trottoir matérialisé. Des panneaux de type "*piétons, passez en face*" devront être disposés sur les passages protégés les plus proches. Une circulation piétonne matérialisée et sécurisée sera maintenue en permanence pendant toute la durée des travaux. Cette circulation piétonne devra être clairement visible.

ARTICLE 5 : La signalisation nécessaire de restriction, d'information et de déviation sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et maintenue par l'entreprise en charge des travaux : GUY CHATEL.

ARTICLE 6 : L'entreprise qui interviendra sur ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 7 : Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE 8 : Les installations ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Le point de défense incendie devra rester accessible aux services de secours pendant la durée des travaux.

ARTICLE 9 : Les accès pour les véhicules de secours seront maintenus en permanence.

ARTICLE 10 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entrainera la suspension immédiate du chantier

Article 11 : Dès l'achèvement des travaux, l'entreprise GUY CHATEL devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux. Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité et d'affichage.

ARTICLE 13 - Mme la Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée :

- Mme la Directrice Générale des Services
- MM. Les représentants des entreprises
- M. le Chef de Police Municipale d'Ambilly
- Le Directeur de la TP2A
- M. le Commandant du Centre Principal de Secours

Ambilly, le 21.10.2022

Signé certifié exécutoire et affiché
ce jour,

Le Maire

Guillaume MATHELIER

Publié sur le site Internet le : 21.10.2022

Télétransmis le 21.10.22.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le Représentant de l'Etat.